

German Angst

« Notre pays aura une responsabilité particulière en matière de politique étrangère. Nous sommes bien préparés et nous avons une vision claire de notre mandat. L'Allemagne sera un partenaire fiable, responsable et engagé », avait déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, pour saluer l'entrée de son pays comme membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations-Unies le 1^{er} janvier 2011. En s'abstenant de voter en faveur de la résolution 1973 adoptée le 17 mars, l'Allemagne s'est isolée. Il est vrai, qu'à l'heure où l'Europe cherche à parler d'une seule voix, la position de Berlin a de quoi étonner, même si la spontanéité du président français dans de nombreux domaines peut expliquer que les dirigeants allemands fassent preuve de prudence. Prudence ou peur ?

Les Américains ont inventé depuis longtemps un néologisme : *German Angst*. La peur au ventre, l'Allemagne hésite à prendre des décisions (en faveur de l'euro par exemple) ou au contraire elle se lance dans des initiatives qui prennent ses partenaires de court. Ainsi ce moratoire sur les centrales nucléaires au lendemain de la catastrophe japonaise. Une peur certes compréhensible et légitime, mais une décision considérée par certains comme quelque peu hâtive, ne serait-ce que parce que le sous-sol allemand n'est pas celui du Japon et que l'absence d'alternatives énergétiques contraint à une réflexion plus sereine. Or chacun sait qu'après un moratoire nucléaire il sera difficile de brancher le moindre câble à un réacteur sans provoquer de manifestations – Jacques Chirac en a fait la douloureuse expérience en 1995 en mettant fin au moratoire des essais nucléaires décidé par son prédécesseur François Mitterrand. Les adversaires du nucléaire, civil et militaire, ont en fait les arguments qui marquent le plus les esprits : quand le Japon (de Hiroshima à Fukushima) est la preuve même que des vies humaines peuvent être menacées par l'atome, il est évident que beaucoup

ne veulent pas prendre de risques, même si on leur dit qu'il n'y en a aucun.

Sur la Libye, la frilosité est toute autre : dans le contexte des interventions militaires l'Allemagne a déjà donné, et même lorsqu'elle participe à des bombardements au nom de la lutte contre le terrorisme et pour les droits de l'homme, elle ne veut plus se voir accusée de militarisme à outrance, comme en 2009, lorsqu'un officier allemand a donné l'ordre en Afghanistan de tirer sur un camion-citerne, bavure qui a provoqué la mort de nombreux civils. Une peur viscérale que Guido Westerwelle a bien traduit, lors du vote du Conseil

« 'German Angst'. La peur au ventre, l'Allemagne hésite à prendre des décisions »

de sécurité, en expliquant qu'une zone d'exclusion aérienne en Libye pourrait un jour déboucher sur des affrontements au sol. Que cette peur soit interprétée comme un isolement de l'Allemagne et comme une faillite de la politique étran-

gère allemande (accusations entendues jusque dans les rangs du *Bundestag*) est une chose. Mais il en est une autre que de s'abstenir tout en déclarant être favorable à une résolution, toujours au nom de la protection des populations civiles. Bien sûr que le dialogue et la diplomatie seraient moins douloureux, mais pour dialoguer il faut être deux et si l'interlocuteur est un dictateur, il ne sert à rien de menacer du doigt en faisant les gros yeux et en cachant au mieux sa *German Angst*.

Il est vrai que le ministre, dans son discours sur le rôle de l'Allemagne en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, avait été clair, lorsqu'il disait que son pays attacherait une grande importance à la « *prévention* » des conflits ainsi qu'à la « *consolidation* » de la paix après les conflits. Avant, après – il ne manquait que l'adverbe « pendant ». Or c'est le plus important, lorsque la diplomatie se doit, sans peur et sans reproche, de prendre sans trop attendre des décisions, aussi douloureuses soient-elles.

Gérard Foussier